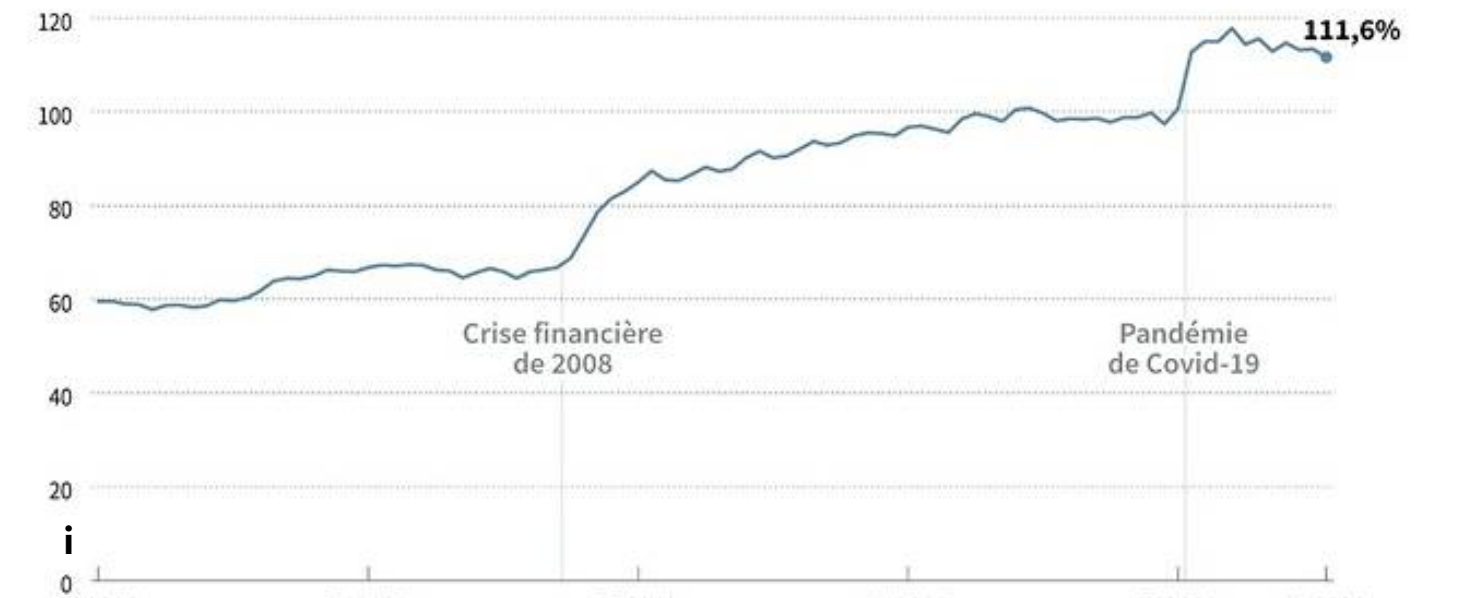


France: la croissance réduit un peu le poids de la dette et du déficit en 2022

Source AFP



Publié le 28/03/2023 à 10h03 - Modifié le 28/03/2023 à 10h12



🕒 Temps de lecture : 3 min

[Je m'abonne à 1€ le 1er mois](#)

La poursuite de la croissance en France a permis de réduire le poids de la dette et du déficit publics en 2022, mais les finances publiques restent dégradées, l'endettement s'approchant du seuil symbolique de 3.000 milliards d'euros en valeur absolue. Repli des dépenses et progression des recettes fiscales ont apporté un peu de baume au coeur des comptes publics lourdement affectés par la crise sanitaire puis l'envolée des prix de l'énergie exacerbée par la guerre en Ukraine.

La dette publique a reculé à 111,6 % du produit intérieur brut (PIB), contre 112,9 % en 2021, conformément aux anticipations du gouvernement, a indiqué mardi l'Institut national de la statistique (Insee).

Le déficit public a fait mieux que prévu, ramené de 6,5 % à 4,7 % du PIB, passant sous l'objectif officiel de 5 %.

Le ministère de l'Économie, Bruno Le Prout, a salué mardi la "résilience" de l'économie qui a conduit à cette amélioration, tout en réaffirmant sa "détermination (...) totale" à rétablir les finances publiques, dans un climat électrisé par l'opposition à sa réforme des retraites.

Car la dette et le déficit restent très supérieurs à leur niveau d'avant-crise en 2019, du fait du "quoi qu'il en coûte" déployé par le gouvernement pour soutenir ménages et entreprises, et qu'il entend désormais réduire. La dette publique représentait alors 97,4 % du PIB quand le déficit public s'affichait à 3,1 %.

En valeur absolue, l'endettement de la France s'est creusé de 126,4 milliards d'euros en 2022 sur un an, atteignant 2.950 milliards d'euros, approchant du cap symbolique de 3.000 milliards d'euros.

Le déficit public s'est lui établi à 124,9 milliards d'euros, bénéficiant de recettes en hausse (53,4 % du PIB contre 52,6 % en 2021) tandis que les dépenses ont reculé à 58,1 % du PIB (contre 59,1 %).

Les recettes ont progressé de 7,3 % (soit 95,7 milliards d'euros) grâce à la poursuite du rattrapage post-Covid de l'économie française (+2,6 % en 2022), ainsi qu'à l'inflation qui a gonflé notamment les rentrées de TVA. "La bonne nouvelle, c'est qu'il y a eu une dynamique de l'économie française qui a permis d'avoir des dépenses qui n'augmentent pas aussi vite que les recettes", commente Charlotte de Montpellier, économiste chez ING. "C'est un peu meilleur que ce qu'on aurait pu craindre, mais les chiffres des finances publiques restent quand même défavorables" et placent la France parmi "les pires pays européens", a-t-elle ajouté auprès de l'AFP.

"Plusieurs milliards" d'économies

Pour redresser les finances publiques, le gouvernement mise principalement sur une hausse du PIB plus rapide que celle des dépenses, qui feraient l'objet de "plusieurs milliards d'euros d'économies".

Il anticipe la croissance à 1 % en 2023, une prévision supérieure à celles d'institutions internationales.

"La difficulté pour la suite, c'est que le fort dynamisme des recettes fiscales ne va pas forcément perdurer", prévient Mathieu Plane, directeur adjoint du département analyse et prévisions de l'OFCE. "En 2023, on est sur une trajectoire de la croissance beaucoup plus tassée", ajoute-t-il auprès de l'AFP.

Le gouvernement doit présenter vers la mi-avril sa trajectoire pluriannuelle pour les finances publiques. Il table à ce stade sur un déficit public de 5 % en 2023 qui serait progressivement ramené sous la limite européenne de 3 % en 2027, tandis que l'endettement se stabiliserait à 110,9 % à cet horizon.

Début mars, la Cour des comptes s'était alarmée du manque d'ambition selon elle de ces objectifs.

Cette envolée de l'endettement depuis la crise sanitaire pèse sur les finances publiques en alourdissant considérablement la charge de la dette. Celle-ci s'est aussi alourdie avec la remontée des taux d'intérêt tandis qu'une partie de l'encours est indexée sur l'inflation. La charge des emprunts publics s'est ainsi accrue de 15,1 milliards d'euros en un an, à 53,2 milliards en 2022, selon l'Insee.

A ce stade, les investisseurs ne se montrent pas inquiets. La dette française est considérée comme un actif sûr et la différence ("spread") avec les taux d'intérêt de l'Allemagne, qui fait référence dans l'UE (Union européenne), ne s'est pas significativement élargie.

Mais la pression s'accroîtra aussi au niveau européen: suspendu durant le Covid, le Pacte de stabilité limitant le déficit budgétaire à 3 % du PIB et la dette publique à 60 % sera prochainement réactivé.

28/03/2023 10:11:23 - Paris (AFP) - © 2023 AFP

POLITIQUE